Chapitre 5 : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

SOMMAIRE

1. Que dit le programme officiel ? 2
2. Quelles sont les 5 grandes étapes de l'intégration européenne ? Explique-les. 2
3. Quand et comment est né le marché unique en Europe ? 2
4. Qu'apporte le traité de Maastricht ? 2
5. Peut-on affirmer que le marché unique européen est totalement intégré et unifié ? ..3
6. Quels sont les avantages, pour les consommateurs comme pour les producteurs, de l'intégration économique européenne ? Explique-les. 4
7. Quel est le rôle de l'Autorité de la concurrence ? 4
8. Quelles sont les limites de l'Autorité de la concurrence ? 4
9. Quel est le rôle de la BCE dans la politique économique de la zone euro ? 4
10. Rappeler l'importance de la régulation de la masse monétaire et de la stabilité financière de la zone euro. 4
11. Quels sont les instruments utilisés par la BCE pour mettre en œuvre sa politique monétaire ? 5
12. Quels sont les effets attendus d'une politique monétaire de relance sur l'économie ? ...5
13. Quelles sont les limites de la politique monétaire ? 6
14. Qu'appelle-t-on l'effet d'éviction ? 6
15. Comment fonctionne la politique budgétaire dans un pays membre de la zone euro ? ..6
16. Quel est le rôle du Pacte de Stabilité et de Croissance dans la coordination des politiques budgétaires ? 7
17. Pourquoi la politique budgétaire est-elle encadrée par des règles européennes strictes ? 7
18. Qu'est-ce qu'un choc asymétrique ? 7
19. Quels sont les défis posés par les divergences économiques entre les pays de la zone euro ? 7
20. Quels sont les débats actuels sur la réforme des règles budgétaires européennes ? Faire des recherches internet 8

Chapitre 5 : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

1. Que dit le programme officiel ?

- Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.
- Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.
- Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.
- Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).

2. Quelles sont les 5 grandes étapes de l'intégration européenne ? Explique-les.

Étape 1 : Une zone de libre-échange. Il s'agit d'un espace économique constitue par plusieurs pays qui tendent à éliminer les barrières douanières faisant obstacle aux échanges. Les marchandises circulent librement grâce à la suppression des droits de douane notamment.

Étape 2 : Une union douanière. Il s'agit d'un ensemble de pays appartenant à une zone de libre-échange et qui adoptent une politique commerciale commune. Ils adoptent un tarif extérieur commun pour tous les pays de la zone et harmonisent ainsi leurs droits de douane appliqués aux pays n'appartenant pas à l'union douanière en question.

Étape 3 : Un marché commun. Il s'agit d'un groupe de pays qui forment une union douanière et qui instaurent désormais la libre circulation des capitaux et des hommes.

Étape 4 : Une union économique. Les pays membres du marché commun coordonnent également leurs politiques économiques. Cette union économique implique également une intégration politique puisqu'elle conduit à l'harmonisation et à la coordination de diverses politiques budgétaires, fiscales, migratoires, …

Étape 5 : Une union économique et monétaire (UEM). Les pays de l'union économique instaurent une coordination monétaire. C'est la phase la plus aboutie de l'intégration économique puisqu'elle consiste pour un ensemble de pays à créer une monnaie commune et une banque centrale chargée de gérer la politique monétaire pour l'ensemble de la zone.

3. Quand et comment est né le marché unique en Europe ?

En 1993, avec l'entrée en vigueur de l'Acte unique. En 1957, le Traité de Rome crée la Communauté Économique Européenne (CEE). L'objectif est double puisqu'il s'agit de créer une Union douanière et un Marché unique à l'échelle de l'Europe en permettant la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. L'Union douanière sera fonctionnelle à partir de 1968. Mais il faudra attendre 1986, année de la signature de l'Acte unique européen par 12 pays, pour que le Marché unique prenne vie et entre en vigueur en 1993. Celui-ci se caractérise par l'abolition des barrières douanières entre pays membres et l'instauration de quatre libertés de circulation.

4. Qu'apporte le traité de Maastricht ?

→ Il donne une dimension politique à l'UEM. Il permet de rassembler trois champs d'action, ou "piliers". Ceux-ci sont regroupés sous un "chapeau" commun, dont l'intitulé officiel est pour la première fois "l'Union européenne" :

- la Communauté européenne (qui remplace la CEE) avec des compétences supranationales étendues :
    - une politique sociale : une citoyenneté européenne, l'égalité hommes et femmes, les conditions de travail, la sécurité sociale…
    - une union économique et monétaire : libéralisation des capitaux, création de la BCE…
- la coopération en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC)
- la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures (JAI) : contrôles aux frontières, lutte contre toutes formes de criminalité, coopération en matière de justice pénale et civile, politique commune d'asile, …

Le premier pilier relève de l'action communautaire, les deux autres de la coopération intergouvernementale.

→ Il fixe les critères de convergence

- déficit public < 3% du PIB et dette < 60% PIB
- inflation < 2%
- taux d'intérêt à long terme < 2%

5. Peut-on affirmer que le marché unique européen est totalement intégré et unifié ?

On considère aujourd'hui que le Marché unique européen est en grande partie réalisé mais qu'il n'est cependant pas totalement achevé. Si les marchés de biens et des capitaux sont fortement intégrés aujourd'hui, ce n'est pas le cas du marché du travail et de celui des services. Ainsi, la libéralisation complète des mouvements de capitaux et l'instauration de l'euro ont favorisé les transferts de capitaux entre pays membres et permettent d'affirmer que le marché du capital semble le plus intégré des 4.
En 2020, le marché européen des biens est également fortement intégré. Il compte plus de 500 millions de consommateurs. Les principaux partenaires commerciaux des pays de l'Union européenne (qui a remplacé en 1992 la CEE) sont eux-mêmes des pays européens : les 2/3 des échanges internationaux des pays de l'UE se font avec d'autres pays de l'UE.

Chapitre 5 : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

6. Quels sont les avantages, pour les consommateurs comme pour les producteurs, de l'intégration économique européenne ? Explique-les.

Producteurs : gains de productivité, économies d'échelle, investissements, innovations, compétitivité prix et hors prix …

Consommateurs : baisses de prix, meilleure qualité des produits, plus grande diversité des produits, création d'emplois, mobilité plus souple…

7. Quel est le rôle de l'Autorité de la concurrence ?

Elle est guidée par le principe de « concurrence libre et non faussée « devant stimuler le progrès économique et social et la croissance.

Elle sanctionne les comportements anticoncurrentiels

- Lutte contre les cartels
- Lutte contre les abus de position dominante
- Limite les concentrations
- Encadre et surveille les aides d'État.

8. Quelles sont les limites de l'Autorité de la concurrence ?

Cette politique stricte est parfois accusée de nuire au développement des entreprises européennes. En effet, d'autres grands pays partenaires comme les États-Unis et la Chine pratiquent une politique plus souple qui permet l'apparition de multinationales en position dominante sur les marchés, notamment dans le secteur du numérique. Par ailleurs, la promotion de la concurrence est parfois accusée de remettre en question les services publics, alors qu'ils génèrent des externalités positives ou réduisent les externalités négatives (les transports en commun).

9. Quel est le rôle de la BCE dans la politique économique de la zone euro ?

La Banque centrale européenne (BCE) joue un rôle clé dans la politique économique de la zone euro en assurant la stabilité des prix et en définissant la politique monétaire.

Ses principales missions sont :

- Contrôler l'inflation : son objectif principal est de maintenir une inflation proche de 2 % pour garantir la stabilité économique.
- Fixer les taux directeurs : elle ajuste les taux d'intérêt pour influencer la croissance et l'inflation.
- Réguler la masse monétaire : elle utilise des outils comme les opérations de refinancement ou le rachat d'actifs pour soutenir l'économie.
- Assurer la stabilité financière : elle surveille les banques et intervient en cas de crise (comme lors de la crise de la dette ou du COVID-19).

10. Rappeler l'importance de la régulation de la masse monétaire et de la stabilité financière de la zone euro.

<u>Régulation de la masse monétaire :</u> Si la quantité de monnaie en circulation est trop importante, la monnaie est dévaluée. Pour bien comprendre les effets de la quantité de monnaie en circulation sur l'inflation, je te propose une métaphore : imagine que la BCE ait imprimé de la

monnaie fiduciaire. Si un billet de 100% devient aussi courant qu'une feuille d'arbre, quelle valeur aura-t-il ? Cela signifierait que nous pourrions trouver un billet de 100% en se déplaçant. Cela signifierait alors que toi autant qu'une personne sans domicile fixe aurez accès à une quantité de monnaie importante. Pourras-tu alors consommer une baguette de pain à 1€ chez le boulanger ? Non. Si les feuilles étaient rares, elles auraient une grande valeur : les individus pourraient les échanger contre des biens et services précieux. Mais si, du jour au lendemain, les arbres se mettaient à produire des feuilles, et donc des billets, en quantité infinie, tout le monde en aurait à profusion. Résultat ? Plus personne ne voudrait échanger quoi que ce soit contre une simple feuille, car elle serait devenue trop abondante et donc sans valeur.

Stabilité financière :

- Éviter les crises bancaires : une instabilité financière peut fragiliser les banques, limiter l'accès au crédit et provoquer des faillites en chaîne.
- Assurer la confiance des investisseurs : si les marchés financiers sont volatils, les investisseurs peuvent fuir, ce qui affaiblit l'économie et augmente le coût de financement des États et des entreprises.
- Préserver l'euro : une instabilité excessive pourrait remettre en question la viabilité de la monnaie unique et créer des tensions entre les pays membres.
- Soutenir la croissance et l'emploi : une finance stable favorise les investissements et la consommation, moteurs de l'économie.
- Limiter le risque de surendettement : des taux d'intérêt trop élevés ou des déséquilibres financiers peuvent aggraver la dette des États et rendre les politiques économiques inefficaces.

11. Quels sont les instruments utilisés par la BCE pour mettre en œuvre sa politique monétaire ?

- **Les taux directeurs**

La BCE fixe trois taux d'intérêt pour influencent le coût du crédit et la masse monétaire :

- Le taux de refinancement : le principal taux auquel les banques empruntent auprès de la BCE.
- Le taux de dépôt : le taux d'intérêt appliqué aux dépôts des banques auprès de la BCE.
- Le taux de prêt marginal : le taux auquel les banques empruntent en urgence auprès de la BCE.

- **Les opérations d'open market** : la BCE achète ou vend des actifs financiers (comme des obligations) pour injecter ou retirer de la liquidité dans l'économie.

- **Les réserves obligatoires** : elle impose aux banques commerciales de déposer un certain pourcentage de leurs dépôts auprès d'elle, ce qui limite ou augmente leur capacité à accorder des crédits.

- **Le programme d'achats d'actifs** : la BCE rachète massivement des obligations d'État et d'entreprises pour faire baisser les taux d'intérêt et encourager l'investissement et la consommation.

12. Quels sont les effets attendus d'une politique monétaire de relance sur l'économie ?

La BCE décide de revoir à la baisse des taux d'intérêt

Effets attendus :

1. En **réduisant ses taux directeurs**, la BCE encourage les banques à prêter davantage aux ménages et aux entreprises.
2. **Hausse de la consommation et de l'investissement** : des crédits moins chers poussent les ménages à consommer (ex : emprunts immobiliers) et les entreprises à investir (ex : nouvelles machines, embauches).
3. **Réduction du chômage** : l'investissement surréagit à la hausse de la consommation. En d'autres mots, la hausse de la consommation entraîne une hausse de l'investissement (par des embauches, par exemple) qui doit permettre d'augmenter les niveaux de production et répondre à une plus forte demande
4. **Stimulation de la croissance économique** : une demande plus forte relance la production et la création d'emplois.

Risques possibles

1. **Hausse de l'inflation** : si les banques prêtent davantage, elles mettent en circulation davantage de monnaie.

- **Dépréciation de la monnaie** : Des taux bas rendent la monnaie moins attractive pour les investisseurs étrangers, ce qui peut favoriser les exportations (produits moins chers à l'étranger).
- **Bulles spéculatives** sur les marchés financiers et immobiliers si trop d'argent est injecté.
- **Endettement excessif** des ménages et des entreprises si l'accès au crédit est trop « aisé ».

13. Quelles sont les limites de la politique monétaire ?

L'hétérogénéité des conjonctures étatiques dans la zone euro : la BCE applique la même politique monétaire à tous les pays, ce qui peut être inadapté à ceux qui ont des besoins économiques différents.

14. Qu'appelle-t-on l'effet d'éviction ?

L'effet d'éviction en économie désigne un phénomène selon lequel l'augmentation des dépenses publiques, généralement sous forme de financement par emprunt, peut réduire ou "évincer" l'investissement privé dans l'économie. Cela se produit lorsque les emprunts publics augmentent la demande de crédits sur les marchés financiers, entraînant une hausse des taux d'intérêt. Cette hausse rend l'emprunt plus coûteux pour les entreprises privées, qui peuvent alors réduire leurs investissements ou se tourner vers des financements alternatifs moins avantageux.

15. Comment fonctionne la politique budgétaire dans un pays membre de la zone euro ?

Deux types de politique budgétaire :

- **Expansionniste** : Augmentation des dépenses publiques et/ou baisse des impôts pour stimuler la croissance et l'emploi.
- **Restrictive** : Réduction des dépenses et/ou hausse des impôts pour limiter le déficit et la dette publique.

Chapitre 5 : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Refaire les schémas du cours et s'entraîner à les expliquer et à les illustrer.

16. Quel est le rôle du Pacte de Stabilité et de Croissance dans la coordination des politiques budgétaires ?

Il décline les règles de conduites à tenir par les pays membres de la zone euro, les procédures de contrôle ainsi que les sanctions en cas de non-respect

17. Pourquoi la politique budgétaire est-elle encadrée par des règles européennes strictes ?

- Éviter les déficits excessifs : un endettement trop élevé d'un pays peut fragiliser toute la zone euro.
- Assurer la confiance des marchés : des finances publiques saines limitent le risque de crises de la dette et maintiennent des taux d'intérêt bas.
- Préserver la stabilité de l'euro : une mauvaise gestion budgétaire dans un pays peut avoir des effets négatifs sur l'ensemble de la monnaie unique.
- Éviter le "passager clandestin" : un pays trop endetté pourrait compter sur l'aide des autres sans faire d'efforts budgétaires.
- Coordonner les politiques économiques : une meilleure coordination permet d'éviter des déséquilibres entre les États membres.

Ces règles sont notamment fixées par le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC), qui limite le déficit public à 3 % du PIB et la dette publique à 60 % du PIB. Toutefois, elles ont été assouplies en période de crise (ex : COVID-19) pour permettre des politiques budgétaires plus flexibles.

18. Qu'est-ce qu'un choc asymétrique ?

Perturbation qui affecte l'offre ou la demande dans un secteur d'activité spécifique et/ou dans un seul pays d'une zone monétaire

19. Quels sont les défis posés par les divergences économiques entre les pays de la zone euro ?

Les divergences économiques entre les pays de la zone euro posent plusieurs défis aux politiques économiques européennes :

- Des écarts de compétitivité : certains pays (comme l'Allemagne) ont une industrie exportatrice très performante, tandis que d'autres (comme la Grèce ou l'Italie) ont des difficultés à rester compétitifs.
- Des différences de croissance et de chômage : le taux de croissance et le chômage varient fortement entre les pays, ce qui rend difficile l'application d'une politique économique unique.
- Des contraintes budgétaires rigides : certains pays auraient besoin de politiques budgétaires expansionnistes pour relancer leur économie, mais les règles européennes limitent leur marge de manœuvre.
- Le risque de divisions : des divergences peuvent alimenter des tensions politiques et un sentiment d'injustice entre pays, ce qui remet en question la solidarité européenne.

Chapitre 5 : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

20. Quels sont les débats actuels sur la réforme des règles budgétaires européennes ? Faire des recherches internet

Quelques éléments de réponse[1]

En avril 2024, le Conseil de l'Union européenne a adopté une réforme des règles budgétaires visant à moderniser le PSC. Cette réforme a pour objectif de réduire les ratios d'endettement et les déficits de manière progressive, tout en préservant les investissements dans des domaines stratégiques tels que le numérique, l'écologie et la défense.

Cependant, cette réforme a suscité des débats. Certains estiment que les nouvelles règles sont trop complexes et pourraient installer une forme d'austérité en Europe. Des critiques ont été émises concernant la rigidité des critères et leur impact potentiel sur les politiques publiques nationales.

[1] il est volontaire de ma part de ne pas tout évoquer pour te laisser le soin de faire tes propres recherches, surtout que les débats évoluent de jour en jour et que cela m'obligerait et réactualiser le document systématiquement. Mieux vaut suivre l'actualité européenne à travers des journaux, des revues et/ou des médias numériques